



ASSEMBLÉE
DES FEMMES
SUR LE CLIMAT

DÉCLARATION DE LA DEUXIÈME ASSEMBLÉE DES FEMMES SUR LE CLIMAT D'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

24 - 28 septembre 2023
Lagos, Nigéria





Nous, les deux cents femmes d'Afrique de l'Ouest et du Centre, participant à l'Assemblée des Femmes sur le Climat, tenue du 24 au 28 septembre 2023 à Lagos, au Nigeria, sommes en première ligne de la crise climatique, portant des fardeaux extrêmes dont nous ne sommes pas responsables, et résistant aux mégaprojets de développement qui continuent d'alimenter le réchauffement climatique. Nous sommes la voix authentique et forte des femmes dans, pas moins de soixante-deux communautés de douze pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre.[1]

En prélude de la vingt-huitième session de la Conférence des Parties (COP28), prévue du 30 novembre au 12 décembre 2023 à Dubaï, les femmes africaines organisées sous la bannière de l'Assemblée des Femmes sur le Climat, nous sommes réunies pour présenter une compréhension différente et des solutions différentes à la crise climatique que celles offertes par les gouvernements et les entreprises qui se réunissent à la COP. Nous sommes mieux informées parce que nous vivons quotidiennement la crise croissante ; nous faisons preuve d'une profonde sagesse lorsque nous cultivons et produisons la nourriture que la plupart des Africains vivant dans les zones rurales consomment au quotidien ; nous vivons en harmonie avec la nature donc nous savons comment soutenir sa restauration de la manière la plus efficace afin que nous puissions tous vivre une meilleure vie dans le monde.

Notre objectif principal en tant qu'assemblée de femmes est de rassembler les mouvements dirigés par les femmes en Afrique contre les énergies sales, la nouvelle exploitation 'verte' des ressources de l'Afrique et les fausses solutions climatiques qui permettent aux grandes entreprises de continuer à détruire la planète et à se faire plus d'argent. Nous sommes déterminées à envoyer un message fort à nos gouvernements d'Afrique de l'Ouest et du Centre pour qu'ils nous soutiennent dans notre appel à la justice climatique, aux réparations

[1] Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Ghana, Guinée Conakry, Libéria, Mali, Nigeria, Sénégal et Sierra Leone.

et à la souveraineté de l'Afrique ! Nous, les femmes leaders, avons réuni nos consœurs de soixante-deux communautés pour parler de nos expériences et présenter nos revendications, qui s'articulent comme suit :

NOUS DISONS NON :

- à l'exclusion des femmes africaines, comme nous, qui vivent chaque jour la crise climatique et qui ont des connaissances importantes pour la résoudre, à travers la prise de décision sur le développement, le changement climatique et les solutions climatiques réelles.
- au vol et la pollution de nos terres, de nos forêts et de nos eaux par les entreprises, avec la complicité de nos gouvernements. Cela détruit nos moyens de subsistance et cause des maladies aux femmes et à leurs familles.
- à la destruction de mère nature – ses forêts, ses rivières, ses mers et ses terres – par ces industries sales qui massacrent les petits et les grands animaux, les plantes et les autres êtres vivants avec lesquels nous vivons et dont nous dépendons pour notre vie et nos moyens de subsistance.
- au soi-disant développement, imposé à nos communautés par nos gouvernements et les entreprises, que nous n'avons pas choisi pour nous-mêmes et qui ne répond pas à nos besoins.
- aux fausses promesses et les mensonges des entreprises et de nos gouvernements, et la corruption de nos leaders traditionnels et communautaires qui crée des conflits dans nos communautés.
- aux menaces et au recours à la force, y compris le viol et le meurtre, contre celles d'entre nous qui disent NON à ce modèle de développement criminel. Nous disons NON à l'utilisation de la police et de l'armée de nos pays pour protéger les entreprises et nous nuire.
- aux dirigeants mondiaux des pays puissants qui soutiennent leurs industries sales et prennent des décisions sur le développement qui détruisent nos vies à l'autre bout du monde.
- à ces projets « verts » qui conduisent à clôturer nos forêts, à accaparer nos terres et à détruire nos vies afin que les entreprises puissent continuer à polluer pendant que nous souffrons davantage.
- aux catastrophes telles que les inondations, les tempêtes, la sécheresse, les guerres, les conflits, les déplacements et les migrations forcées que nous voyons tout autour de nous.
- à la discrimination, la violence et la mort auxquelles font face nos femmes et nos hommes lorsqu'ils quittent notre continent à la recherche d'une vie meilleure dans les pays riches, les pays qui n'ont apporté que des tueries et la destruction à notre continent depuis des centaines d'années.
- aux semences (génétiquement modifiées) que les entreprises, parfois avec le soutien de nos gouvernements, apportent dans nos pays et qui nous plongent dans des dettes tout en détruisant nos sols et en polluant nos eaux.
- à la destruction du bassin du Congo, les « poumons de l'Afrique et du monde » à la course effrénée au pétrole, au gaz, au bois et aux ressources minières utilisés par les pays riches et les nouveaux pays qui nous oppriment.

NOUS DISONS OUI :

- à un développement qui respecte les terres communautaires et les règles qui nous régissent, et qui accorde à la communauté, et aux femmes en particulier, une voix dans la prise de décisions concernant leurs terres et leur vie. Nous exigeons le respect des droits fonciers des femmes.
- au respect des principes du Consentement Libre, Préalable et Eclairé (CLIP) et le droit des communautés de dire NON aux projets qui ne répondent pas à leurs besoins. Notre consentement peut être donné ou refusé à n'importe quelle étape d'un projet lorsque nous constatons qu'il prend une mauvaise tournure. Les femmes et les jeunes de nos communautés doivent être soutenus dans leur quête d'une voix forte.
- à un développement qui respecte et protège tous les êtres vivants, de la plus petite fourmi au plus grand éléphant en passant par toutes les espèces intermédiaires. Nous savons que les humains ne peuvent pas vivre sans la nature, et nous exigeons que tout développement ait le même respect et la même attention.
- à la protection des forêts qui nous donnent l'air que nous respirons et les aliments dont nous avons besoin. Mais les forêts ne doivent pas être transformées en réserves clôturées et gardées par des hommes armés. Ce sont les forêts des peuples autochtones et locaux qui savent le mieux comment les protéger. Ce sont les entreprises qui doivent être arrêtées et non les peuples !
- au respect de nos croyances et de nos pratiques (communautaires), de nos ancêtres et de nos lieux sacrés.
- au respect total de nos connaissances sur les terres, les forêts, les rivières et les cours d'eau et de ce qui est nécessaire pour les garder en sécurité pour nous et pour les générations futures.
- à la restauration, le contrôle et les droits sur nos propres semences endogènes, et le soutien à la récupération des semences perdues, dont aucune ne peut être cédée à but lucratif.
- au soutien aux approches locales et endogènes de la culture, y compris l'agroécologie et l'agriculture biologique, qui nous permettront de manger malgré le réchauffement climatique.
- aux projets de développement d'infrastructures - micro-barrages, routes, accès aux marchés et énergie propre - à plus petite échelle et répondant à nos besoins, plutôt qu'à ces des grandes entreprises.
- aux solutions d'énergie propre qui nous servent, en tant que femmes, ainsi que nos communautés, et sur lesquelles nous avons le plein contrôle.
- aux entreprises qui payent pour les dommages qu'elles causent à notre environnement, à notre santé et à notre bien-être. Les pays riches ont longtemps bénéficié de terres, de travail et de connaissances volées. Cela se produit depuis que « l'homme blanc » est arrivé en Afrique et ne fait que perdurer. Maintenant, avec la crise climatique, nous ressentons la plupart des impacts, alors que nous ne sommes pas responsables de ces dommages. Nous exigeons que toutes ces dettes soient payées en totalité par les entreprises et les riches en Europe, en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

LISTE DES COMMUNAUTÉS ET ORGANISATIONS REPRÉSENTÉES À L'ASSEMBLÉE DES FEMMES SUR LE CLIMAT DE 2023

COMMUNAUTÉS DE BURKINA FASO (4)

Bomboré, Sahel, Kokologo, Centre

COMMUNAUTÉS DU CAMEROUN (6)

Village Mébassa ; Village Ndji; Village de Ndowé ; Campo-Ville ; Souza; Édéa Ville

COMMUNAUTÉS DE LA CÔTE D'IVOIRE (5)

Aboisso ; Affery; N'Zianouan; Yapokoi; Jacquelineville

COMMUNAUTÉS DU LIBÉRIA (3)

Ville de Sackie ; Nouveau Ceezohn ; Anastasie

COMMUNAUTÉS DE LA GUINÉE CONAKRY (4)

Sangaredi; Parawol; Dabis; Parawi

COMMUNAUTÉS DU MALI (2)

Sanso; Sanamadougou

COMMUNAUTÉS DU NIGÉRIA (32)

Korokoro Tai ; Ogbema; Okwuzi; Akata; Obelle; Afaha Eket; Gelegele; Ikot Antono; Otuabagi; Afaha; Kolouma; Kegbara-Dere; Erema; Rumuekpe; Aletto; OpuokoVille de Sackie ; Nouveau Ceezohn ; Anastasielbesikpo; Itam; Anakpa; Mkpanak; Iko; Orubum; Gwara; Mogho; Wiiyaakara; Ughelli; Ekunuga; Ogwashi-Uku; Ikot-Out; Odi; Ukpenekan; Makoko

COMMUNAUTÉS DE SIERRA LEONE (5)

Njaima Nimikoro; Tongo Fields; Lunsar; Kenema; Freetown

LES COMMUNAUTÉS DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC) (2)

Communauté Kongo Central ; Communauté Muanda

COMMUNAUTÉS DU SÉNÉGAL (7)

Marlothie, Bargny, Marwandié, Marsoulou, Foundiougne, Joal Fadiouth, Keur Moussa

NOMS DES ORGANISATIONS DE SOUTIEN (PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE)

- Association pour la Défense des Droits des Aides Ménagères et Domestiques (ADDAD) - Burkina Faso
- Centre de Commerce International Pour le Développement (CECIDE) - Guinée Conakry
- Organisation pour le Renforcement des Capacités de Développement (ORCADE) - Burkina Faso
- Centre de Recherche et d'Action sur les Droits Économique Sociaux et Culturels (CRADESC) - Senegal
- Committee for the Abolition of Illegitimate Debt (CADTM) - Pan African
- Coalition of Women Leaders for Environment and Development Sustainable (CFLEDD) - DRC
- Femmes Solidaires (FESO) - DRC
- Femmes Autochtones et Communautés Locales pour le Développement Durable et Participatif (FACID) - DRC
- Green Development Advocates (GDA) - Cameroon
- Jeunes Volontaires pour l'Environnement (JVE) - Côte d'Ivoire
- Kebetkache Women Resource and Development Centre - Nigeria
- Les Femmes S'engagent - Mali
- Lumière Synergie pour le Développement (LSD) - Senegal
- Natural Resource Women Platform - Liberia
- Nous Sommes La Solution (NSS) - Senegal
- Réseau des Femmes Braves (REFEB) - Côte d'Ivoire
- Réseau des Acteurs Pour le Développement Durable (RADD) - Cameroon
- Savannah Women Integrated Development Agency (SWIDA) - Ghana
- Synergie Nationale des Paysans et Riveraines du Cameroun (SYNAPARCAM), Cameroon
- Tano Women Empowerment and Development Association (TWEDA) - Ghana
- Tin Hinane - Burkina Faso
- Women on Mining and Extractives (WOME) - Sierra Leone
- WoMin African Alliance - Pan African



VIVE L'ASSEMBLÉE DES FEMMES SUR LE CLIMAT ! SOLIDARITÉ AVEC LES FEMMES EN RÉSISTANCE PARTOUT EN AFRIQUE !

Publié par le comité de pilotage de l'Assemblée des femmes pour le climat.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Nom : Oumou Koulibaly

Adresse courriel : oumou.koulibaly@womin.org.za

Numéro de contact : +221 77 480 01 51

Nom : Emem Okon

Adresse courriel : emembridget@yahoo.com/info@kebetkachewomencentre.org

Numéro de contact : +234 803 3363 172

Nom : Véronique Mbole

Adresse courriel : greenadvocates@gmail.com/hansveron7@gmail.com

Numéro de contact : +237 679 3923 11

